

LA RÉPRESSION GOUVERNEMENTALE SE RENFORCE

On ne compte plus le nombre d'anciens F.F.I. et F.T.P. condamnés pour avoir exécuté des agents nazis. Les peines contre les mineurs sont prononcées à une cadence accélérée. Les manifestations des travailleurs coloniaux sont interdites. La presse ouvrière est poursuivie.

Notre Parti appelle les travailleurs à serrer leurs rangs contre la répression bourgeoise et à instituer partout des Comités pour l'Amnistie et la défense des libertés ouvrières.

LA VÉRITÉ

ORGANE DE DÉFENSE DES TRAVAILLEURS

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE

SECTION FRANÇAISE DE LA 4^e INTERNATIONALE

19, rue Daguerre, Paris (14^e). — Téléphone : Sufren 62-31

C. C. P. Mlle Picard 5660-38 Paris

OUVRIERS de TOUTES TENDANCES ORGANISÉS et INORGANISÉS
CONSTITUEZ vos COMITES de FRONT UNIQUE
Pour l'augmentation égale pour tous

OU SE PRÉPARE LA CRISE

AVEC continuité, la bourgeoisie exploite ses succès contre la classe ouvrière et déplace son pouvoir gouvernemental vers la droite. Pied à pied, Queuille cède avec obligation à la pression des « modérés » pour faire supporter chaque jour davantage tout le poids de la crise des affaires, de la modernisation des industries et du budget de la guerre coloniale aux masses populaires.

Mais la force ouvrière, malgré les coups reçus, est encore très grande et unie, elle brisera facilement cette offensive patronale et gouvernementale. C'est elle qui rend la bourgeoisie si prudente, qui la rend attentive à ne pas rompre avec la couverture de gauche S.F.I.O., qui la fait déléguer de Gaulle pour l'instant. Néanmoins, les préparatifs lents mais obstinés vers une étape plus réactionnaire et plus anti-ouvrière entretiennent les bruits de crise gouvernementale.

Pourtant, malgré son importance, ce mouvement parlementaire et gouvernemental n'est plus que l'ombre projetée de l'évolution des forces d'acier. C'est ailleurs, et dans un autre sens, que se jouent les événements décisifs.

Après la scission syndicale, après la trahison par ses chefs de la grève des mineurs, le patronat a pu frapper : baisse des temps, des salaires, attaques contre les libertés ouvrières, aggravation de la discipline, renvois illégaux de délégués, intervention de la police. Les travailleurs scindés, découragés, reculent. Mais l'atmosphère s'est transformée et se transforme. Dans des combats partiels, dans la défense, la confiance des travailleurs a surmonté les jours les plus noirs. Aujourd'hui, le patronat peut encore frapper, mais souvent il doit céder. Le nombre de grèves croît, les débrayages font reculer le patron, les fonctionnaires, les instituteurs s'agitent, les employés vendiquent, les « bourgeois » paralysent le grand capital durant des semaines. Ce ne sont encore que des symptômes, mais ils annoncent la situation de demain.

Le plus important et le plus significatif, c'est que la volonté de rompre la scission grandit et se manifeste dans chaque lutte. C'est elle qui contraint les chefs syndicaux à s'entendre. Et même s'ils le font pour torpiller les intérêts ouvriers, c'est la preuve que la classe ouvrière veut s'unir car elle reconnaît à sa propre expérience au combat. Voilà où se prépare la crise, voilà où sera sa solution. Encore une fois, elle dépendra de l'action des ouvriers et de leur capacité de se choisir d'autres responsables que ceux qui hier les conduisaient à la défaite.

Si les travailleurs laissent les chefs actuels parler et diriger en leur nom, en fin de compte ce serait encore une fois la bourgeoisie qui en sortirait renforcée. Pour les travailleurs, ce serait à nouveau le chômage, la misère, la

répression, la guerre. Ces chefs ont montré dix fois, mille fois qu'ils refusaient d'abriter la bourgeoisie. En 36, ils ont fait faire la pause. En 44, ils ont donné le pouvoir à de Gaulle. En 45, ils ont fait rendre les armes. En 47 et en 48, ils ont refusé de lancer la grève générale. Ils ne sont plus révolutionnaires, ce sont les organisateurs de la défaite ouvrière.

Heureusement, aujourd'hui, les travailleurs reprennent confiance dans leurs forces et en même temps se développent une aspiration vers une nouvelle politique, de nouvelles méthodes, de nouveaux responsables fidèles aux intérêts ouvriers et non plus inféodés à la diplomatie de Washington ou de Moscou. Et ceci jusque dans les rangs du P.C.F. Des travailleurs de toute opinion, organisés ou inorganisés, se rassemblent. Ils discutent et défendent eux-mêmes leurs revendications. Ils veulent prendre eux-mêmes en main leurs affaires et briser le monopole de la pyramide des permanents et des bureaucrates qui les mènent à la défaite. Ils veulent les remplacer aux directions syndicales pour refaire du Syndicat leur propre organisation. Que ce mouvement s'étende, que cet exemple soit suivi et toute la situation peut changer dans une nouvelle voie. Celle de la reconstruction de l'unité ouvrière dans la lutte pour les revendications et pour le renversement de la bourgeoisie.

Chaque ouvrier dévoué à sa classe, et en premier lieu les militants du P.C.I., luttera pour que cette solution naisse de la crise. J. PRIVAS.

Les travailleurs du Métro de Paris viennent de faire l'expérience à leur égard pour la première fois, de prendre eux-mêmes leurs propres affaires en main. Que leur expérience serve à tous les exploités.

Leur niveau de vie est un inféodé celui de tous les ouvriers : 50 % environ inférieur à celui de 1938. D'où leur volonté d'unité, des responsables des divers Syndicats constituent un « Comité d'Entente ». Parfait! Mais...

Depuis des semaines, sauf quelques rares initiatives, nul ne savait ce que faisait le Comité d'Entente. Le personnel, lui, apprenait de temps en temps par la presse qu'il avait été reçu par Pincus, ministre des Travaux Publics, que peut-être il y avait eu grève... Pas d'assemblée du personnel, le Comité discutait avec le ministre.

Braquement, un meeting fut convoqué pour le jeudi 2, à la Grange aux Belles.

Au nom du Comité d'Entente, le responsable de la C.G.T., Tournain, informa le personnel des discussions en cours. Pincus, ministre des Travaux Publics, voulait remettre en cause les avantages acquis, il n'acceptait de reconnaître que les échelles des cadres : 10 % d'augmentation à l'échelle 10, 7 % à l'échelle 7, 2 1/2 % à l'échelle 6a.

Tournain s'écria que c'était inacceptable et qu'en passerait à l'action... Mais qu'une délégation était encore chez le ministre et qu'il fallait attendre son retour.

Au lieu de discuter, on se borna à attendre le retour de la délégation, la séance fut suspendue, et pour distraire l'assistance, on fit venir des « artistes amateurs », dont l'un conta des histoires à la Chompi, l'autre chanta la Tosca, etc... Vers minuit moins le quart, la délégation revint du ministre.

Victoire s'écria son porte-parole Ailin, qui donna lecture du protocole d'accord par-

lé avec le ministre : 11 % d'augmentation à l'échelle 10, 7 % à l'échelle 7, 2 1/2 % à l'échelle 6a. Rien pour les autres catégories. Il conclut en affirmant que le Comité d'Entente continuait la lutte.

L'expérience du métro, c'est un exemple entre mille de ce qui se passe sous des formes différentes dans les entreprises. Bien entendu, ce n'est pas l'union des travailleurs qui en est la cause, mais les dirigeants ouvriers actuels qui s'entendent non pour mieux combattre le patron, mais pour tromper, décourager et diviser.

Rien n'oppose un exploité à un autre lorsqu'il défend leurs intérêts de classe. Que des travailleurs de la C.G.T., de F.O. ou autre ou inorganisés se réunissent, discutent ensemble. Ils seront vite d'accord. Qu'ils fassent circuler des listes de pétitions, ils auront l'assentiment de la quasi-totalité des travailleurs. Contre le patron, pour une augmentation égale pour tous, sous le contrôle démocratique de toute l'entreprise, ils ressourdiront tous les travailleurs et remplaceront les dirigeants qui les utilisent pour la diplomatie du Kremlin ou de Washington.



La théorie



et la pratique

Le Congrès des Peuples pour le boycott de la guerre du Viet-Nam

Le 21 et 22 mai s'est réuni à Paris le Comité International du Congrès des Peuples contre l'impérialisme. Comme on le sait, le Congrès des Peuples, formé il y a un an à Piteux, rassemble des colonies et des métropoles : le M.T.L.D., le Neo-Destour, l'Hitqal, le Conseil National Malgache, les organisations nationalistes et révolutionnaires de l'Empire britannique. Deux organisations de l'IV^e Internationale sont également adhérentes au Congrès des Peuples : le P.C.I. et le Parti Belchevic Sama Samajit de Ceylan.

Les bases d'accord de cette organisation se résument essentiellement dans l'indépendance totale des peuples opprimés et pour ce qui nous intéresse plus spécialement, une condamnation sans réserve de l'Union Prizon que représente l'Union Française.

Le Comité International a eu particulièrement l'occasion de dresser un bilan des horreurs de la colonisation française qu'à la frontière du Sud il y a 210 gendarmeries bien armées. Mais sur 800.000 garçons d'âge scolaire, seulement 80.000 fréquentent l'école. Et le caractère terroriste de l'impérialisme français se marquera clairement par le fait que le 1/5 du budget, 3 milliards, est consacré à l'entretien de la Police.

Le représentant du Conseil National Malgache parle d'une répression égalant 100.000 morts au minimum dans son pays.

Depuis le 13 avril 1938, la Tunisie est en état de siège. Le représentant du Neo-Destour donne quelques exemples des méthodes « civilisatrices » de l'impérialisme français. Sur une route allant de Tunis à la frontière du Sud il y a 210 gendarmeries bien armées. Mais sur 800.000 garçons d'âge scolaire, seulement 80.000 fréquentent l'école. Et le caractère terroriste de l'impérialisme français se marquera clairement par le fait que le 1/5 du budget, 3 milliards, est consacré à l'entretien de la Police.

La terreur impériale en Algérie est le fait politique majeur de ce pays. Rassemblé dans son immense majorité derrière le Parti de Massi Hadj, l'Algérie est chaque jour enserrée par l'impérialisme français. Sous la houlette du « socialiste Naegelen » (jamais l'Algérie n'a connue une terreur si fortement organisée que sous le pro-Collat de ce Blumiste), tout dernièrement, Mascara a été le témoin de sauvages incidents perpétrés par les soldards de la Légion Etrangère.

Le Comité Exécutif du Congrès des Peuples ne se borne pas simplement à enregistrer un tel bilan. Il s'efforce de trouver les formes d'action permettant la mobilisation des masses populaires contre l'impérialisme.

Tout d'abord, il se félicite de la résistance héroïque des populations indonésiennes qui infligent de sévères défaites à l'impérialisme hollandais.

Il y a à méditer pour les révolutionnaires, car ni en Indonésie, ni en Indochine, ni en

Malaisie, les masses n'accepteront le retour à l'ancien état de choses. Elles combattent et combattent jusqu'au bout. Les sérieux coups portés par leur action à l'impérialisme facilitent l'action des masses des métropoles contre leurs exploités. Plus les guerres coloniales durent, plus les mouvements de protestation s'amplifient, s'élargissent, unifiant les luttes des masses opprimées des colonies aux masses des métropoles dans une même lutte contre l'impérialisme.

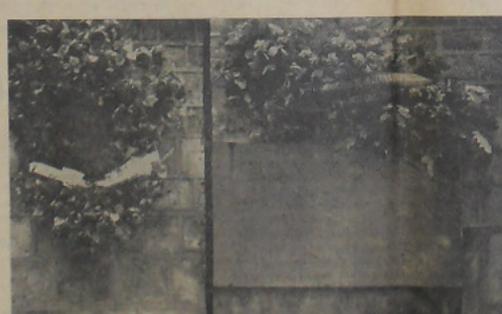
C'est dans ce sens que le Comité adopte à l'unanimité une résolution : « Pour le boycott des guerres coloniales » dont voici les passages essentiels :

« La lutte contre les guerres coloniales est le premier pas de la lutte contre le danger d'une troisième guerre mondiale atomique.

« Le Congrès des Peuples invite les masses des métropoles à engager une lutte véritable pour faire cesser rapidement ces conflits. Le mouvement ouvrier et syndical dispose de moyens efficaces pour entraver les guerres coloniales et pour contraindre les gouvernements à mettre fin à leur agression. Les Syndicats ont la possibilité de manifester leur solidarité avec les peuples colonisés et leur hostilité à la guerre coloniale en organisant le boycott des envois d'armes et de munitions à destination du Viet-Nam, de l'Indonésie, de la Malaisie.

« Le Comité mandate ses organismes à Paris, à Londres et à Amsterdam à prendre tous les contacts utiles avec les organisations syndicales et autres, de toute obédience, qu'ils se trouvent au sein ou à l'extérieur de la F.S.M., pour les inviter à prendre les décisions positives dans ce sens et à constituer des COMITES DE BOYCOTT POUR LE BOYCOTT DES GUERRES COLONIALES. » P. LAMBERT.

L'hommage aux Communards



Les couleurs « Versailles » des staliéniens

La Couronne rouge du P.C.I.

Dimanche 29 mai, à 11 heures, une délégation de la Région Parisienne à laquelle s'étaient joints quelques sympathisants, s'est rendue, sous la conduite de plusieurs membres du Bureau politique, au Mur des Fédérés où elle a déposé une gerbe de fleurs rouges, hommage de la Section française de la IV^e Internationale.

Au nom du Bureau politique, Jacques Privas rappela l'exemple donné par les ouvriers parisiens il y a 78 ans, exemple qui fournit une base à la théorie et à la pratique de l'action prolétarienne. C'est avec les drapeaux tricolores des assassins des Communards, poursuivit-il, que les staliéniens vont défilé cet après-midi. Ils disent que dans la « Démocratie Populaire », la Commune est réalisée. Ce n'est pas vrai. La Commune fut le pouvoir du peuple en armes et non pas le pouvoir des bureaucraties omnipotentes sur les travailleurs qui n'ont même pas le droit de posséder une arme blanche.

Effectivement, lors du cortège staliénien de l'après-midi, le divorce éclata entre les mots d'ordre donnés par les dirigeants et les aspirations réelles des travailleurs. Ceux-ci ne se contentèrent pas des mots d'ordre creux que la police, mais démontrèrent par des actes comment ils entendaient la défendre. Tout le long du défilé, c'est

le groupe des travailleurs viet-namiens qui fut le plus applaudi. Deux cents mètres avant l'entrée du cimetière du Père-Lachaise, un commissaire divisionnaire, accompagné par trois inspecteurs, prétendit faire enlever les banderoles « A bas Baodai » et « Evacuation immédiate du corps expéditionnaire ».

La colère de la foule des travailleurs éclata alors. Le commissaire fut littéralement jeté. On entendait : « Assassiné! S.S.! Salauds! ». Les files étaient pâles, mais ne bougèrent pas.

Applaudis plus que jamais, les travailleurs viet-namiens passèrent devant la tribune en scandant : « Evacuez le Viet-Nam! »

Thorez ne put faire autrement que de sourire aimablement en laissant momentanément son « Union Française » dans sa poche.

Et devant ce Mur profané par les dirigeants traîtres révolutionnaires des derniers mots de l'Allouche : « Privas : Notre parti s'est redressé malgré les charlatans qui jetaient le programme de la Commune par-dessus bord pour marcher plus vite et qui n'ont abouti qu'à une série d'échecs. Nous avons la certitude de voir le drapeau de la IV^e Internationale déferler le Drapeau de la Commune mondiale victorieuse. »

LA GRÈVE DES TRANSPORTS DE BERLIN

DEPUIS bientôt trois semaines se poursuit la grève des ouvriers des transports berlinois. Au cours des premiers jours de grève, entre les grévistes et les policiers de la zone orientale, dirigés par les staliéniens allemands, se sont produits des incidents qui se sont développés en émeutes au cours desquelles la police sous contrôle soviétique a tué plusieurs ouvriers, sans parvenir à briser le mouvement. Tout au contraire, un récent referendum parmi les grévistes a donné une majorité écrasante contre la reprise du travail aux conditions de l'administration des transports berlinois, elle aussi sous contrôle soviétique. Les ouvriers veulent être payés en marks occidentaux et non en marks orientaux, qui n'ont qu'un quart de la valeur des premiers. La direction des transports offre déjà le paiement de 60 % des salaires en marks occidentaux, mais elle ne veut pas reconnaître le Syndicat qui a derrière lui la majorité des travailleurs, parce

(Suite page 3.) Pierre FRANK.

JEUNES !

Tout qui veut lutter — contre la bourgeoisie impérialiste et colonialiste, — pour la révolution socialiste,

LE M. R. J.

l'invite à participer à sa sortie des 11 et 12 juin, dans la Forêt de Montmorency.

Hébergement à l'A.J. de Taverny. Rendez-vous samedi, à 16 h, 27 et 19 h, 27, quichet 43, Gare du Nord.

Communiqué par le Mouvement Révolutionnaire de la Jeunesse (Région Parisienne).

On discute au R. R.

1.500 NOUVEAUX LECTEURS

BIENTOT les vacances et nous n'avons pas encore atteint le...

Dans l'Hérault, à Coueron (Loire-Inférieure), à Lyon, le travail augmente...

Mais d'autres régions sont en retard, leur augmentation est trop faible...

DANS LE PROCHAIN NUMERO, TABLEAU DES RESULTATS...

SOUSCRIPTION PERMANENTE DES AMIS DE "LA VERITE"

Région Parisienne: Cel. Puteaux: carte n° 2291; 50 fr.; n° 2310; 100; n° 2309...

n° 2051; 85; n° 1009; 250; n° 2859; 100; n° 2061; 200; n° 2177; 400; n° 2074...



Un des actifs vendeurs de La Vérité à Blois

Championnat: carte n° 2446; 1000; Cel. 17; carte n° 2164; 300; Henri: 100; Dordennes: 50; Phi: 200; n° 2369; 200; n° 2370; 200; Cel. 13; S: 100; n° 2856; 20; X: 100...

LES leaders du Rassemblement démocratique Révolutionnaire...

La préparation du Congrès s'effectue au milieu du mécontentement général contre les dirigeants...

Un rassemblement peu engagé

Pour cette préparation de Congrès, pas l'ombre d'une discussion sur un programme d'action...

« La question fondamentale est la question politique et pas une autre: quelle classe dirigera l'Etat... »

Mais qu'arrive-t-il de mieux à faire, avec cette ligne de l'indifférence... c'est de s'abstenir de parler, évidemment...

même dans la trappe de la pensée bourgeoise. Car on ne peut pas orienter son recrutement vers la petite bourgeoisie sans adopter...

Avenir du R.D.R.

Mais il n'est même plus question d'avenir. Les effectifs sont décimés par les démissions et l'absentéisme...

LA VIE DU PARTI

Un militant du P.C.F. rejoint nos rangs chez Renault

Rejoignant nos rangs après sa rupture avec le P.C.F., un camarade nous a écrit une lettre d'adhésion...

NANTES

Le mercredi 1er juin, la cellule du parti et la Section du M.R.J. de Nantes organisent une réunion...

JURA

Des adhésions sont enregistrées dans le Jura où un travail organisé recommence.

COMITE CENTRAL

La prochaine session du Comité Central se réunira les 25 et 26 juin prochain

Montpellier

Le n° 2 des « Amis de la Vérité » est paru sous le titre « Progrès considérable sur le premier numéro... »

PHALANGE EXCEPTIONNELLE

Sans retard, adressez à la Trésorerie Nationale, les fonds collectés en mai pour le soutien financier de l'Internationale.

Une nouvelle cellule dans la région parisienne

Une nouvelle cellule s'est constituée sur le secteur de Chateaux-Malabry et Plessis Robinson.

PERMANENCES DU PARTI

PARIS La permanence se tient désormais les samedis, de 16 à 19 heures, 19, rue Daguerre, Paris (14e)...

Front Unique contre la guerre d'Indochine

Poursuivant et actualisant leurs propositions pour la rétrocession à l'Union Front Unique...

DOUAI

Café Lescaz, place Saint-Wast, les 2 et 4 dimanche de chaque mois, de 10 heures à 11 heures.

SAINT-ETIENNE

Le samedi de 18 heures à 19 heures, Café Besset, place du Peuple.

MONTEPELLIER

S'adresser à Maurice Barguères, 2, rue Saint-Catherine, Montpellier.

TARASCON

Le samedi de 14 à 17 heures et le dimanche matin, de 10 à 12 heures, 3, rue du Docteur-Barbier.

NEUVES-MAISONS

Le n° 8 de l'Exploité de l'Usine, organe de la cellule du P.C.F., est paru. A l'Usine de Neuves-Maisons...

SERVICE D'EDITION ET DE LIBRAIRIE

Table listing books and prices: LEON TROTSKY, Ma Vie... 200; Karl Marx, Les origines du socialisme... 450; H. CLAUDE, De la crise économique à la guerre mondiale... 200; M. DOMMANGNE, Jacques Roux, le Curé Rouge... 100; N. KROUPSKAIA, Ma Vie avec Lénine... 200; N. CLARION, Le glacié soviétique... 270.

Le gerant: Jullio Imp. spec. de "La Vérité"

La théorie du moindre effort

Et pourtant les dirigeants ont de larges perspectives. Le plan de construction du R. D. R. est le suivant: dans une première phase, nous construirons une vaste organisation de petits bourgeois...

Pratique et comment

nous voyons en eux des alliés et des frères du prolétariat dans la lutte contre l'ennemi principal de la révolution socialiste: la bourgeoisie impérialiste.

Une position contradictoire

Dans l'édition du numéro d'avril 1949, contre la guerre, ces camarades écrivent: « L'U.R.S.S. ne réalise ni de près ni de loin l'idéal d'une société socialiste... »

Pratique et comment

« L'E. E. appelle tous les syndicalistes libres à lutter: 1° pour exiger des hommes politiques le refus des crédits de guerre et l'arrêt de la Chambre pour demander des conversations directes avec Ho Chi Minh... »

Pratique et comment

« L'E. E. appelle tous les syndicalistes libres à lutter: 1° pour exiger des hommes politiques le refus des crédits de guerre et l'arrêt de la Chambre pour demander des conversations directes avec Ho Chi Minh... »

Nous ne devons, ni ne pensons, que le Socialisme existe en U.R.S.S. et c'est pas parce que nous ignorons ou parce que nous

(1) Ce n'est même qu'à la condition de réaliser la révolution prolétarienne que les peuples colonisés se libèrent réellement, en même temps, de l'oppression impérialiste.

Encore une fois, cela ne signifie pas que le prolétariat socialiste n'a pas à travailler avec Staline et la bureaucratie pro-Atchénine. Mais cela ne signifie pas non plus que les

De l'augmentation égale pour tous aux Conventions Collectives

DEPUIS plusieurs mois, staliniens et réformistes mettent en avant le mot d'ordre de lutte pour de nouvelles conventions collectives.

Nous n'examinerons pas aujourd'hui ce que devraient contenir de nouvelles conventions collectives intéressantes pour les travailleurs, mais ce que représentent les conventions dans la lutte de la classe ouvrière contre le capitalisme et comment se pose cette question dans la période présente.

En obtenant la signature de contrats collectifs, les travailleurs contraignent le patronat à mettre dans une certaine mesure un frein à son « bon plaisir ».

Les quelques droits ainsi arrachés n'avaient de valeur qu'autant qu'ils permettaient aux ouvriers de poursuivre dans de meilleures conditions la lutte contre le patron.

Mais l'Etat n'a pas tardé à intervenir.

Avant la guerre de 39, il suffisait de déposer la convention au Secrétariat du Conseil Prud'homme ou au greffe de la Justice de Paix pour qu'elle soit applicable.

C'est la loi du 23 décembre 1946 qui donne tout son caractère à l'intervention de l'Etat bourgeois. Avec elle, les conventions collectives ne reçoivent l'agrément ministériel. Cette loi institue une « Commission supérieure des conventions collectives » qui réunit employés, employeurs, gouvernement.

Les conventions régionales ou locales ne peuvent exister qu'après l'adhésion de conventions nationales par branche d'activité.

Les salaires et tout ce qui s'y rapporte sont exclus des conventions.

En tout état de cause, c'est au ministère du Travail qu'appartient la décision en ce qui concerne l'ensemble des problèmes des conventions collectives.

Désormais, pour améliorer à leur profit les conventions, les travailleurs ont à faire face non seulement au patronat, mais encore à l'intervention du Gouvernement.

Seule une lutte d'ensemble peut éliminer le rôle réactionnaire de celui-ci.

Au cours de ces dernières années, la classe ouvrière fut à même de conduire des luttes susceptibles d'aboutir à la signature de conventions collectives qui lui soient avantageuses.

Mais à cette époque, les staliniens et réformistes avaient d'autres chats à fouetter. Ils votaient unanimement la loi de décembre 46.

C'est ainsi qu'Alfred Costes, de la Fédération des Métaux C.G.T., député du P.C.F., déclarait à l'Assemblée Nationale le 23 décembre 1946: « Nous saluons avec joie la décision que nous allons prendre... Ce projet met fin à une période au cours de laquelle il y eut une assez forte effervescence dans le monde ouvrier... Nous reconnaissons au Gouvernement le droit de fixer les salaires ».

Depuis, les réformistes ont condamné toutes les luttes ouvrières. Quant aux staliniens, par leur stratégie des grèves tournantes, en s'opposant à une lutte d'ensemble non conforme aux intérêts diplomatiques du Kremlin, ils ont conduit les travailleurs de défaites en défaites.

A cause de la division ouvrière, c'est maintenant le patronat qui frappe en maints endroits les travailleurs.

Dans ces conditions, le succès de la lutte pour de nouvelles conventions collectives dépend de la reconstruction du front ouvrier. Poser le problème autrement est une duperie.

Indépendamment du contenu que veulent donner réformistes et staliniens aux conventions collectives que nous examinerons dans un prochain article, ce mot d'ordre ne saurait mobiliser la classe ouvrière qui sent la disproportion entre ses forces actuelles et le but à atteindre.

Ce qui importe, c'est de mettre en avant un programme permettant de résoudre les rangs ouvriers.

La lutte contre l'accélération des cadences, le travail au rendement, pour une augmentation de salaire égale pour tous, est à la base de ce programme.

C'est en les reprenant partout que l'on reconstituera l'unité de combat de la classe ouvrière. Ainsi la lutte pour de nouvelles conventions collectives apportant de nouvelles armes aux travailleurs, armes qui lui permettront d'aller toujours plus loin, redeviendra possible.

Stéphane JUST.

Grève chez Chausson contre une baisse camouflée des salaires

A l'avant-dernière paye, les ouvriers de la chaîne de finition des cars s'aperçurent que leur boni était tombé de 15 % à 5 %. Immédiatement, tout le monde débraya. La direction refusa de discuter avant la reprise du travail. Après deux jours de grève, la direction s'aperçut alors que son argent ne boni avait été mal calculé. C'était 17,6 % que les ouvriers avaient obtenu.

En jouant sur le boni et sur toutes les primes, les patrons essayent des diminutions camouflées de salaires. Une fois de plus, l'action unitaire de nos ouvriers a empêché le manœuvre patronal. Mais tant que le salaire au rendement subsiste, les patrons auront beau jeu.

Il faut lutter pour la suppression du travail au rendement et exiger tout particulièrement qu'il soit banni du projet de conventions collectives de la Métallurgie (C.G.T.) où il figure.

RABCOR.

SUR LE FRONT OUVRIER

A la S.N.C.A.N., le directeur général organise les licenciements

Les licenciements et lock-out de la S.N.C.A.N. ne sont pas un événement isolé et nouveau, mais le dernier épisode d'une série qui dure en réalité depuis l'hiver 1946-47. M. Pissavy, nommé directeur général de la S.N.C.A.N. par M. Tillon, Ministre communiste, commença alors son œuvre en licenciant plusieurs centaines d'ouvriers et d'employés, et poursuivit, en 1947 et 48, par la liquidation successive des usines Gariboldi et de Villeneuve, à divers autres licenciements.

M. Pissavy a couronné son œuvre en licenciant avec les 700 ouvriers et employés, 12 délégués du personnel sur les 14 que comptait la section syndicale C.G.T.

Ce coup de main s'est déroulé entre le 18 et le 29 mai.

Le mercredi 28, les délégués du personnel montèrent à la direction de l'usine d'Issy pour porter leur cahier de revendications, relatif à la charge de travail de l'usine, et aux salaires.

En effet, la situation était la suivante: Sur les 4 prototypes constituant l'essentiel de la charge de travail de l'usine, 3 étaient déjà terminés à l'usine, les autres sortirent le 26 mai, et l'on savait que, de ce fait, des licenciements étaient prévus par la Direction pour une partie du personnel, l'autre partie voyant son horaire de travail réduit de 48 à 40 heures.

Par l'intermédiaire de ses délégués, le personnel demandait donc, outre une charge de travail suffisante pour donner du travail à tous, le paiement du salaire actuel de 48 heures, pour les 40 heures de travail prévues.

Un débrayage eut lieu pendant l'entrevue avec la direction, afin d'appuyer ces revendications.

Pendant ce débrayage, la nouvelle se répandit que Pissavy, Directeur général de la Société, était à l'usine à ce moment (ce qui n'était pas prévu), et les travailleurs pénétrèrent à juste titre que puisque le Directeur général était là, il allait répondre immédiatement à ce sujet.

Ce fut le prétexte pour Pissavy, à une provocation dont il avait besoin pour arriver à ses fins. Refusant absolument de répondre, il prétendit avoir été agressé par les travailleurs de l'usine et les délégués, et décréta le licenciement, par sanctions, de 230 travailleurs (dont 5 délégués).

Un après, il décréta le licenciement de 480 autres travailleurs, et faisait passer dans cette deuxième charrette le reste des délégués sauf deux.

Le lundi suivant, les travailleurs trouvaient

l'usine occupée par la police. Le lock-out était effectué pendant une semaine.

A la suite de délégués divers, il fut convenu que les 120 fonctionnaires qui avaient été de fait licenciés sans préavis ni indemnité de vacances, obtiendraient ces indemnités. Mais sur le reste la direction resta sur ses positions.

Cette provocation patronale vint couronner une politique de licenciement qui dure depuis 10 ans. Combats divers, il fut convenu que le P.C.F., nommé à son poste par un ministre du P. C. F., a-t-il pu, dès son entrée en fonction, et pendant 3 années, mener une politique constamment anti-ouvrière, qui se solda aujourd'hui par le licenciement massif (après tant d'autres et parmi tant d'autres) des militants du P. C. F. C'est ce que nous analyserons dans le prochain numéro de notre journal.

RABCOR.

ÉLECTION DE DÉLÉGUÉS CHEZ UIC

Deux listes étaient en présence: celle du C.A.S. (autonomes) comportait comme quatrième candidat un R.P.F., notaire, diffuseur du « Rassemblement ».

L'autre était celle de la C.G.T. Notre camarade Monier, l'année dernière, fut élu sur cette liste et défendit avec acharnement les revendications, petites et grandes, des travailleurs de l'usine.

Cette année, les dirigeants staliniens mirent le camarade Monier 6° sur 8, mais, tout en faisant croire au caractère démocratique et unitaire de cette liste, ils s'arrangèrent pour qu'il soit éliminé de la responsabilité de délégué.

Notre camarade retira alors sa candidature.

Les camarades de l'Unité Syndicale interviennent dans l'usine pour démontrer que c'était cette politique, de même que celle suivie au moment de la grève des mineurs qui affaiblissait la C.G.T., mais qu'il fallait faire échec aux dirigeants pro-gauche du C.A.S. et combattre dans le Secteur C.G.T.

Il faut se retirer la direction à ceux qui, pour faire triompher leur politique, sacrifient les intérêts ouvriers en apportant des arguments aux agents du patron.

Les travailleurs ont avancé dans la première voie, puisque le C.A.S. a perdu un siège.

Il faut maintenant engager le combat pour que la Section Syndicale C.G.T. soit vraiment démocratique et qu'elle retrouve la force qui permettra de faire échec le patron de chez Uic.

RABCOR.

N'en déplaise à Louis Daquin, le métier de mineur est loin d'être un "beau métier"

A propos du film de Louis Daquin: LE POINT DU JOUR, nous avons reçu la lettre suivante que nous publions, étant donné l'importance du sujet traité, en regrettant de ne pouvoir ouvrir plus souvent les colonnes de *La Vérité* à la critique des films.

Je voudrais vous parler du film de Louis Daquin, « Le point du jour ». Il a été conçu comme le premier film français consacré au travail des hommes ». Sur le plan technique, il n'y a pas de critiques à faire: les acteurs sont bons, le film est excellent. Mais il est difficile, voire impossible, de déléguer la parole sur le « beau métier » resté une pure façade. Aucun des conflits n'a trouvé sa véritable solution. Si le petit se prend à regretter plus tard un travail à la lumière du jour, pris comme il l'est dans l'engrenage, il a bien peu de chances d'en sortir et c'est une singulière façon de concevoir l'orientation professionnelle que de le faire regagner sur la tradition de la famille et du groupe.

Tout dans ce film semble justifier une série de compromis qui s'expliquent par la pression des conditions sociales et non par un goût du travail et du rendement plus ou moins mystérieux et sacral. Ce n'est pas parce que de temps à temps, un jeune ingénieur, rempli de bonnes intentions, fera un pas vers les ouvriers et gagnera leur sympathie, ce n'est pas parce que des améliorations seront obtenues dans une « compréhension mutuelle » plus ou moins mythique qu'il y aura quelque chose de changé dans le monde des mineurs. Les bourgeois ne peuvent donner ce pain de sucre, ils n'ont pas près d'être troublés par des œuvres de ce genre, empreintes de la plus parfaite collaboration de classe.

CORRESPONDANT.

Une bonne publicité

Dans un atelier des E.M.F., à Fourchambault, où l'Unité Syndicale est vendue, nos braves camarades syndiqués du coin ont eu bon d'afficher le dernier numéro de l'Unité Syndicale couvert d'une inscription: « L'AGONIE DE LA C. G. T. ».

Il ne pouvait pas mieux servir l'Unité Syndicale qu'à l'affichant dans un atelier. Sans le vouloir, c'est certain, ils ont fait une très bonne publicité. Ils sont à féliciter; même si dans leur incompréhension, ils ne l'ont pas fait exprès.

Que l'Unité Syndicale soit vendue et que ce ne soit pas du goût de ces Messieurs, cela va de soi.

Quant à l'agonie de la C.G.T., ils savent bien à qui ils la doivent.

La C.G.T., le vrai, ne peut vivre qu'à la condition que l'unité se fasse en son sein; mais pour cela, il faut le vouloir, et vous n'êtes pas de ceux-là. Mais soyez tranquilles, cette unité vous sera imposée.

Alors vous ne serez plus si pour abuser la masse des travailleurs et ce sera tant mieux pour elle.

En vous remerciant de votre publicité gratuite, nous vous demandons de continuer ce premier geste et d'afficher, non pas dans un seul atelier, mais dans tous, nos numéros de l'Unité Syndicale. D'avance merci.

RABCOR.

La leçon de la grève de la Bourse: Pour les prochains combats, une nouvelle direction

Comme il était à prévoir, le lundi 30 juin, les Comités de Bourse reprirent le travail avec une augmentation substantielle variant entre 15 et 18 % du salaire de base (hierarchie de 1 à 4), ce qui donne en chiffres pour le premier échelon, 1800 francs et 2500 francs à l'échelon supérieur.

Il était difficile de continuer cette lutte au-delà de trois semaines, dont la dernière avait été marquée par une tentative de division patronale, avait été marquée par un renforcement massif des piquets de grève.

Cette expérience très fructueuse a permis de réaliser dans notre corporation une véritable unité d'action. Elle démontra — et cela en dépit des dirigeants syndicaux qui tentèrent constamment par ses moyens d'ajournement de la lutte aux banques et aux autres catégories d'employés pouvait amener une victoire totale.

Depuis la reprise, devant la carence du Comité de grève et des Organisations syndicales, le patronat a reporté le paiement des salaires de grève (il y eut en décembre après discussion, celui de l'indemnité de vacances et de la 2° tranche du reclassement, soit 8 % environ. Ils ont seulement payé le 13° mois, espérant bien en être quittes à ce compte.

Les comités commencent à réagir à cette duplicité. Il apparaît clairement qu'ils sont loin d'être battus et que dans les mois qui vont suivre, lassés par les palabres de leurs dirigeants, ils passeront à l'action.

Nombreux sont ceux qui maintiennent un

Prepare-t-on la victoire en divisant les forces ?

Le Congrès de l'Union des Syndicats d'Employés de la R.P. (C.G.T.) a eu lieu le mardi 24 mai, de 18 h. 30 à 20 heures. L'année dernière, la Chambre Syndicale des Employés de la R.P. Syndicat, vient d'être créée par les employés C.G.T. s'est transformée en Syndicats corporatives (Banque, Assurance, Sécurité Sociale, Edition, Commerce, etc.). Ce recel était le résultat de la politique des dirigeants staliniens qui avaient orienté chaque corporation vers des luttes particulières. Cette époque, la militance syndicale « Unité Syndicale » avait dénoncé ce recel qui, favorisant les luttes dispersées, aboutissait à des demi-échecs répétés.

Mais la coordination théorique qui avait été maintenue en 1948 par la création d'une Union des Syndicats d'Employés, vient d'être liquidée au Congrès de 49. Ce nouveau recel organisationnel démontre (au moment même où les grévistes de la Bourse et les employés de la Banque, de l'Assurance et du Commerce luttent isolément) la volonté des dirigeants staliniens, malgré leurs grandes phrases sur l'unité, de conduire les combats séparément et isolément, c'est-à-dire avec le minimum de chance de succès. Les Employés doivent surmonter cet obstacle capital en mettant en avant partout l'augmentation égale pour tous et en réalisant partout l'unité d'action pour cette revendication unitaire.

RABCOR.

Dans le prochain numéro de « La Vérité », nous commencerons la publication d'une étude de notre camarade Dumont sur la Sécurité Sociale.

CHEZ RENAULT, UNITÉ D'ACTION pour faire reculer Lefaucheur

Au moins deux ou trois fois par semaine, « l'Humanité » consacre une ou même deux colonnes pour informer ses lecteurs de ce qui se passe à la Régie Nationale des Usines Renault.

A la vue de ces articles, on pourrait, sans nul doute, penser que tout va pour le mieux. L'Unité d'action qui s'est, il y a vu, réalisée entre la C.G.T., la C.G.T.-F.O. et la C. F. T. C. pourrait compter d'aise tout le monde. Mais la réalité est tout autre.

Le fait essentiel aujourd'hui chez Renault est que Lefaucheur s'est permis de baisser la paye des ouvriers de toute l'usine. Baisse qui oscille entre 2 et 3 francs, selon la hiérarchie.

Une telle mesure, frappant l'ensemble du personnel, indifféremment, aurait dû permettre, par une juste politique, de résoudre le front des travailleurs et d'engager à mener ensemble la bataille pour faire pièce à la manœuvre patronale.

Aux lieu de cela, le fameux cartel des quatre Syndicats n'a fait que bavarder et que lancer des paroles creuses. Des listes de pétitions qui n'ont fait circuler, il n'en a plus question. Les « magnifiques » (comme dit « l'Humanité ») meetings qui ont pu se tenir avenue Emile-Zola ne visaient qu'à un but: refroidir l'ardeur des travailleurs, calmer leur juste indignation devant l'attitude de Lefaucheur.

Le but de ce cartel d'unité d'action est d'entraîner les ouvriers dans l'action, de faire le véritable Front Unique qui doit se débattre de la base au sommet.

Contre la carence des organisations syndicales et de leur cartel, le 23 mai 49, les camarades de la C.N.F. et de la minorité révolutionnaire de la C.G.T. (Unité Syndicale) s'opposèrent dans un tract commun, les travailleurs à unir et à engager l'action qu'ils déterminèrent eux-mêmes à la base dans de vastes réunions d'atelier ou de département. Cet appel s'adressait également aux autres organisations syndicales. Les organisations s'ont manifestées et ont répondu à l'appel. A la préparation d'une bataille envisagée en commun, elles ont

compris que la prochaine grève, pour être totalement victorieuse, devait être dirigée par une nouvelle direction autonome. La minorité révolutionnaire qui se bat sur des mots d'ordre clairs, doit être capable d'assurer cette direction, car elle seule représente et défend les revendications de l'ensemble des comités de Bourse.

RABCOR.

Dans les PTT contre les licenciements ECHELLE MOBILE des heures de travail

Pétsche et Thomas avaient pensé que la hausse des 50 % des tarifs postaux devrait avoir lieu vers l'été où des licenciements seraient en route.

Pourtant, sur le plan de l'arithmétique, l'opération n'a guère rapporté, les recettes des bureaux se trouvant diminuées très sensiblement.

Mais qui dit baisse de trafic, dit travail en moins. Ainsi l'Administration procède-t-elle par coupes sombres, en particulier chez les Agents et les Employés. Une pierre, deux coups: en même temps les tableaux de service sont « ramennés » au désavantage des travailleurs.

Ainsi, au P.L.M., plus de 60 auxiliaires licenciés. Dans les services postaux, des brigades de nuit et institution d'un nouveau service 17 h.24 h. Au Central Télégraphique, après 60 licenciements et 30 déplacements au B.C.R., une suppression de cent emplois est envisagée. Dans ce bureau, ainsi qu'au Régional-Provence, des départs vont avoir lieu vers l'été où des licenciements massifs sont préparés aussi. Tout cela marche de pair avec la fermeture à midi de nombreux bureaux de Province et de banlieue et la suppression à Paris de demi-brigades de facteurs.

Il s'agit donc, après l'établissement du régime de la division du travail, d'une seconde offensive du gouvernement.

Les travailleurs des P.T.T. ont, eux, à organiser leur résistance. Ils n'ont pas à faire les frais de l'agonie d'un régime où le timbre à 15 francs sert à payer les ballés qui tuent les grévistes et les Vietnamiens. Si le mot d'ordre de réforme structurelle intermédiaire est la liquidation des auxiliaires, le mot d'ordre de la lutte concrète sur le plan général et pour chaque bureau, c'est L'ECHELLE MOBILE DES HEURES DE TRAVAIL, c'est-à-dire: STATU QUO AU SUJET DES TABLEAUX DE SERVICE.

Unis, les postiers de la C.G.T., F.O., C. F. T. C. et inorganisés de Paris-Central ont fait reculer une première fois l'Administration contre le remaniement des roulements de congés; une deuxième fois contre l'institution d'un service de demi-nuit (18 h.24 h.), pour le maintien des services existants; une troisième fois, ils s'opposent à la suppression des Assemblées générales et délégations CONTRE LA SUPPRESSION DES CENT EMPLOIS.

Aux postiers des autres bureaux, ils montrent la voie. La victoire contre l'arbitraire est à portée de main.

Que partent les postiers exigent de leurs directions syndicales la constitution d'un CARTEL CENTRAL POUR LA LUTTE CONTRE LES LICENCIEMENTS.

RABCOR.

Les cheminots d'éprouver pour l'action directe contre la guerre du Viet-Nam

La Section technique « Viet-Namien du Syndicat C. G. T. » a voté le 24 mai, à l'unanimité une résolution dont nous extrayons le passage suivant:

Devant les mesures anti-ouvrières dirigées contre les cheminots et leurs conquêtes de classe, devant les licenciements et devant les menaces de compression touchant le personnel de la S.N.C.F., la Section technique se déclare d'accord avec la Fédération dans sa lutte pour les 40 heures sans diminution de salaire.

Devant les informations tendancieuses qui déclarent à tous les échos de ce pays une nouvelle victoire des nationalistes et en particulier de la S.N.C.F., la S.T. est unanime à déclarer que la S.N.C.F. sert de « vache sacrée » à un poignard d'agitateurs. La Section technique engage vivement ses responsables à ouvrir sur le plan parlementaire pour engager les représentants ouvriers et non les seuls députés nationalistes. Elle engage dans ce sens ces mêmes parlementaires à engager toute leur autorité pour que cesse certaine guerre coloniale (Indochine).

Enfin, la S.T. croit que seule une action unitaire de toutes les organisations ouvrières peut interdire l'envoi de troupes et d'armes contre les peuples des régions asiatiques pour leur indépendance. (Transmis par RABCOR).

La grève des fonctionnaires

Le 15 juin, sans distinction de tendances ni de Syndicats, les fonctionnaires manifestèrent pour:

- une augmentation égale pour tous;
- une hiérarchie de 1 à 4 avec le minimum vital à 24000 francs;
- la titularisation des auxiliaires.

« LA VERITÉ » ne se trouve plus dans les kiosques.
Si tu veux être assuré de la lire régulièrement,
CAMARADE, ABONNE-TOI
PRIX DE L'ABONNEMENT
1 an (24 num.): France 200 fr.
1 an Colonies, par avion:
Afrique du Nord 300 fr.
A. O. F. 440 fr.
Indochine 680 fr.
1 an: Etranger 350 fr.